

Vincenzo Boccia: «La France a encore une conception trop nationale

des intérêts économiques»

PROPOS RECUELLIS À ROME PAR

VALÉRIE SEGOND

Le patron des patrons italiens, **Vincenzo Boccia**, participe jeudi et vendredi à un forum franco-italien organisé à Versailles par le Medef en présence des deux ministres de l'Économie. Malgré les différends bilatéraux, le président de la **Confindustria** défend une Europe intégrée et suffisamment puissante pour affronter la Chine et les États-Unis.

LE FIGARO. - La décision du gouvernement hollandais de monter au capital d'Air France-KLM montre une résurgence du nationalisme économique. Elle fait écho, à certains égards, au sentiment anti-français en Italie. Y a-t-il un problème avec la présence française en Italie ?

Vincenzo BOCCIA. - Non, il n'y a pas de problème, car l'économie

unit ceux que la politique divise. Certes, des capitaux français ont acheté beaucoup d'entreprises italiennes importantes, dans l'agroalimentaire, le luxe et la mode. Mais en ouvrant les marchés mondiaux à de petites entreprises italiennes, ces acteurs mondiaux ont permis à ces artisans de faire connaître leurs produits de qualité dans le monde, et leur ont permis de sauver, voire de développer beaucoup d'emplois sur le sol italien.

En clair, ils ont assuré l'avenir de notre savoir-faire artisanal. On voit même aujourd'hui des artisans devenir de grandes entreprises mondiales grâce aux capitaux et au savoir-faire des Français. On voit bien que dans ces secteurs du luxe et de la mode, les économies française et italienne sont très intégrées, et que c'est cette intégration d'acteurs complémentaires qui a permis de créer une filière européenne à la pointe de l'économie mondiale. C'est pour cela qu'il est important de favoriser l'émergence de champions européens, car ce sont eux qui tirent avec eux toute la

filière européenne.

La France a-t-elle eu raison de demander aux autorités européennes de la concurrence de se prononcer à nouveau sur la fusion de Naval Group et Fincantieri ?

Je considère que c'est une erreur de la France, qui montre qu'elle aussi a encore une conception trop nationale des intérêts économiques. Il n'est pas normal que les entreprises françaises puissent acheter des entreprises italiennes, sans que la réciproque ne soit possible. Pourquoi l'a-t-elle fait ? Pourquoi n'a-t-elle pas joué le jeu de l'Europe ? Je ne sais pas. Mais si chaque pays du marché unique commence à mettre des barrières à la construction de champions européens, nous n'aurons que des entreprises nationales incapables d'affronter la concurrence mondiale. Cette affaire démontre que ces décisions doivent être prises à l'échelle de l'Europe, et non plus des États.

Mais l'Europe elle-même a bloqué la fusion Siemens-Alstom...

Sa vision de la concurrence date du siècle dernier, et cela n'aide pas l'industrie. L'Europe ne pourra faire concurrence à la Chine et aux États-Unis que si nous avons des champions européens. Au moment où la Chine va devenir le premier exportateur mondial avec une industrie très puissante, et où Donald Trump n'hésite pas à utiliser l'arme des tarifs pour défendre ses usines, il faut penser la stratégie européenne dans le rapport à ces grandes puissances. Pékin et Washington ont bien compris que l'industrie était la clé pour être une puissance politique. Ce sont les plus forts économiquement qui sont les plus forts sur le plan politique et qui demain écriront les règles du jeu mondial. Selon les calculs de notre centre d'étude établis à partir des données de l'OCDE, dans vingt ans, il n'y



Peso:15%



aura plus que l'Allemagne dans le G7, et dans trente ans il n'y aura plus aucun pays européen. Le G7 sera alors composé de la Chine, l'Inde, les États-Unis, l'Indonésie, le Japon, la Turquie et le Brésil. Voulons-nous que l'Europe, le berceau de la démocratie dans le monde, soit soumise aux règles édictées par la Chine et les États-Unis ? Il faut bien prendre conscience qu'il y a un lien très étroit entre notre puissance économique et le maintien de nos libertés. Tandis que si nous arrivons à faire de l'Europe une puissance politique, elle sera l'élément le plus important du G7. Individuellement, demain nous ne compterons pour rien, c'est ensemble que nous serons une puissance.

Le premier sommet, il y a un an à Rome, entre la Confindustria

et le Medef, a-t-il produit des résultats concrets ?

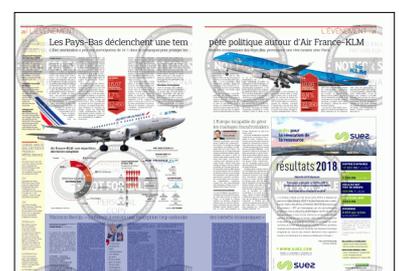
Oui, cela nous a permis de faire avancer plus vite certaines de nos revendications au niveau européen. Par exemple, le fait de se mettre d'accord avec le Medef, mais aussi avec les organisations polonaises et espagnoles, nous a permis d'obtenir une avancée significative en matière de lutte contre le dumping des produits chinois. Jusque-là, c'était aux entreprises européennes de démontrer que les entreprises chinoises faisaient du dumping. Nous avons obtenu que, en cas de dénonciation d'une concurrence à prix cassés, ce soit désormais à la Chine d'apporter la preuve qu'elle n'en fait pas. Grâce à notre travail commun, chaque organisation patronale nationale a pu informer en amont son gouvernement sur la base de l'accord que nous avons

noué ensemble, et c'est cela qui a permis d'accélérer la prise de décision au niveau européen. Ce travail commun nous permet ainsi de construire une diplomatie économique qui informe les instances politiques des réformes à mener de façon beaucoup plus efficace. □



L'Europe ne pourra faire concurrence à la Chine et aux États-Unis que si nous avons des champions européens

VINCENZO BOCCIA
PATRON DES PATRONS
ITALIENS
CONFINDUSTRIA



Peso:15%